



**University of
Zurich**^{UZH}

**Zurich Open Repository and
Archive**

University of Zurich
University Library
Strickhofstrasse 39
CH-8057 Zurich
www.zora.uzh.ch

Year: 2012

La portée des pénalités draconiennes

Dell'Anna, Fabio ; Matteotti, René

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich

ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-70729>

Newspaper Article

Originally published at:

Dell'Anna, Fabio; Matteotti, René. La portée des pénalités draconiennes. In: L'Agéfi, 12 September 2012, 2.



La portée des pénalités draconiennes

Le non-respect du délai d'annonce doit être correctement sanctionné par des amendes d'ordre et non des pénalisations drastiques.

FABIO DELL'ANNA*
RENÉ MATTEOTTI**

La politique économique extérieure de la Confédération se distingue par son orientation libérale. Les activités économiques internationales doivent être le moins possible entravées par des réglementations nationales. La Suisse cherche en particulier à supprimer les barrières fiscales à la circulation transfrontalière des capitaux. Elle s'est ainsi donnée pour objectif d'éliminer autant que possible les impôts à la source sur les paiements de dividendes au sein d'un groupe par le biais de conventions internationales. Non seulement l'accord sur la fiscalité de l'épargne conclu avec l'Union européenne, mais également les nombreuses conventions bilatérales de double imposition prévoient à cette fin une exonération mutuelle des impôts à la source sur les paiements de divi-

dendes transfrontaliers au sein d'un groupe. Les dividendes distribués d'une filiale suisse à une société mère sise dans un État contractant sont notamment exonérés de l'impôt anticipé de 35 pour cent. Dans une ordonnance d'application, le Conseil fédéral a établi qu'il est possible de faire valoir les exonérations prévues dans le cadre de la procédure d'annonce. Un dividende peut ainsi être distribué sans verser d'impôt anticipé s'il est communiqué dans les 30 jours à l'Ad-

ministration fédérale des contributions (AFC).

La procédure d'annonce doit être distinguée de la procédure de remboursement. En vertu de cette dernière, l'impôt anticipé est d'abord versé à l'AFC. Le bénéficiaire du dividende doit ensuite exiger le remboursement de l'impôt anticipé dans une procédure séparée. La procédure de remboursement ne génère qu'une charge administrative supplémentaire. Les entreprises perdent inutilement en liquidité, ce qui gêne le mouvement des capitaux. C'est pourquoi l'OCDE recommande de ne recourir à la procédure de remboursement que si le droit à l'exonération de l'impôt à la source ne peut être contrôlé autrement, notamment

en raison de cas d'évasion fiscale. Dans le contexte d'un cas présumé d'évasion fiscale, le Tribunal fédéral a prononcé l'an dernier un arrêt lourd de conséquences.

La pomme de discorde portait sur le délai d'annonce de 30 jours. Le Tribunal fédéral a décidé que le délai de 30 jours stipulé dans l'ordonnance devait être interprété comme un délai de péremption. Si celui-ci n'est pas respecté, la société doit verser l'impôt anticipé de 35 pour cent. En référence à cet arrêt, l'AFC a commencé à procéder à des contrôles systématiques. Elle ne prélève pas seulement l'impôt anticipé, mais exige - allant au-delà de l'arrêt du Tribunal fédéral - un intérêt de retard de 5 pour cent. De l'avis de l'AFC, les mêmes conséquences fiscales devraient s'appliquer aux versements de dividendes aux sociétés mères suisses. Cette pratique conduit à des conséquences draconiennes, comme l'illustre

l'exemple suivant. Le 31 décembre 2010, la filiale Suisse SA a décidé de verser un dividende de 100 millions de francs à sa société mère en Hollande. L'annonce du dividende est intervenue deux mois trop tard. Le 1^{er} février 2013, dans le cadre d'un contrôle, l'AFC découvre l'annonce tardive. Jusqu'il y a peu,

l'AFC autorisait en règle générale, à raison, une annonce ultérieure si la présence d'une évasion fiscale ou une tentative de contourner l'impôt pouvaient être exclues. De par le changement de cette pratique, Suisse SA se voit aujourd'hui confrontée au paiement de l'impôt anticipé de 35 millions de francs et d'intérêts de retard à hauteur de 3,5 millions de francs. Si l'AFC ne découvre l'erreur que peu avant le délai de prescription de cinq ans, par exemple en raison d'un manque de ressources de son personnel, les intérêts de retard se monteraient à quelque 4,5 millions de francs! De nombreuses entreprises sont désormais confrontées à des risques considérables liés à l'impôt anticipé. La nouvelle pratique mène à des difficultés de liquidité et pousse certaines entreprises au bord de la faillite.

L'arrêt du Tribunal fédéral et ses conséquences au niveau de l'administration fédérale sont problématiques d'un point de vue tant juridique qu'économique. Si les dividendes sont exonérés de l'impôt anticipé suisse par une convention internationale, il ne peut en découler une obligation fiscale sur la base d'un délai d'annonce fixé au seul niveau de l'ordonnance. Économiquement, le fisc suisse ne subit aucun tort du fait d'une annonce tardive. Une justification convain-

L'Agefi
1002 Lausanne
021/ 331 41 41
www.agefi.com

Medienart: Print
Medientyp: Publikumszeitschriften
Auflage: 10'000
Erscheinungsweise: 5x wöchentlich



Themen-Nr.: 660.3
Abo-Nr.: 660003
Seite: 2
Fläche: 36'748 mm²

cante pour prélever des intérêts de retard fait ainsi clairement défaut. Les «intérêts» prélevés par l'AFC représentent dès lors des pénalités dissimulées. Celles-ci s'avèrent dans une large mesure arbitraires. Plus le fisc attend pour les faire valoir, plus elles seront élevées. Comme les intérêts sont en plus calculés indépendamment d'une faute du contribuable et que leur montant est en principe disproportionné par rapport au manquement (annonce tardive), ils sont considérés comme une injustice criante par les entreprises contributables concernées.

Des pays importants avec lesquels la Suisse se trouve en concurrence renoncent à de telles pénalités et répondent à un manquement relatif à la déclaration de dividendes exonérés d'impôt par des amendes d'ordre proportionnées, ce qui est correct du point de vue du droit. Avec le durcissement de sa pratique, la Suisse met inutilement en jeu le goodwill dont elle bénéficie auprès des entreprises concernées. Le site économique suisse est affaibli une fois de plus. La politique ne pourra pas éviter de replacer le plus vite possible sur des bases lé-

gales solides la procédure d'annonce, que l'arrêt du Tribunal fédéral a complètement déstabilisé et qui mène à des conséquences absurdes. Le non-respect du délai d'annonce doit être correctement sanctionné par des amendes d'ordre et non des pénalités draconiennes.

** Associé de PwC et membre du Bureau du Comité de la Chambre fiduciaire.*

*** Université de Zurich et conseiller auprès de Baker & McKenzie.*